

CONGRÈS DES MAIRES DES HAUTES-ALPES | Réunis au Quattro à Gap vendredi 7 octobre les maires et présidents de communautés de communes des Hautes-Alpes ont pu échanger et débattre pendant une journée.

Écrire la feuille de route pour la décennie à venir

Riche, intense, navigant entre désillusions et espérances, telle a été la réflexion des élus haut-alpins lors de leur traditionnelle rencontre annuelle. À l'issue de l'assemblée générale, un débat est intervenu sur le thème : « *Quel avenir pour notre département rural de montagne ?* » Et cette question pertinente : « *Quelle feuille de route pour les cinq ans à venir et au-delà ?* » Un séminaire de plusieurs jours serait nécessaire pour embrasser la thématique et dégager des pistes d'action.

L'association des maires et présidents de communautés, présidée par Jean-Michel Arnaud, sénateur, a eu l'heureuse idée de faire précéder le débat par un point de situation météorologique du département. Thierry Offre, climatologue auprès de Météo France, a délivré nombre d'informations sur les mois écoulés, marqués par une canicule et une sécheresse exceptionnelles. Il est évident que les actions à mettre en œuvre par les élus devront prendre en compte le changement climatique. Songez que cet épisode 2022 se renouvellera six à sept fois au cours des trente prochaines années. Que la neige se fera plus rare en dessous de 2 000 m d'altitude ; les communes stations d'hiver éprouveront une double peine, d'autant plus pour les pluriactifs, souvent agriculteur et moniteur de ski ou pisteur.

« Nous avons de plus en plus de difficulté à comprendre ce que veut l'État ! »

Les difficultés ont été légion cette année. Le niveau de la retenue de Serre-Ponçon a marqué les esprits, surtout parisiens au point que des médias nationaux ont évoqué « *un lac quasiment vide* », ce qui était tout bonnement mensonger. À l'amont du lac, la commune de Crots a cependant vécu « *une situa-*

tion catastrophique » selon son maire, Jean-Pierre Gandois. « *Je lance un cri d'alarme* », a-t-il conclu, sans doute pas rassuré par les augures climatiques. Si la retenue a commencé la saison touristique avec une dizaine de mètres faisant défaut, la finissant à moins 17 mètres, c'est que la Durance charriait un faible débit depuis le printemps. En outre, qui se doutait de l'impact général de la rivière alpine sur l'économie de la région ? « *Trois-quarts du Produit intérieur brut sont liés à la Durance* », assurait Christian Doddoli, directeur du Syndicat mixte d'aménagement de la vallée de la Durance.

L'occasion de rappeler la nécessaire solidarité de l'aval avec l'amont, d'autant plus quand la ressource eau se fait et se fera rare. « *C'est l'enjeu de notre génération !* », a-t-on entendu.

Il sera au cœur des calculs de l'avenir du département. Le préfet, Dominique Dufour, devait annoncer la tenue des assises de l'eau en 2023. Une nouvelle bienvenue sans doute et une forme de réponse aux sollicitations lancées par plusieurs maires à l'intention de l'État. Pressé de faire plus et mieux. Car un cri du cœur a jailli de la poitrine du maire de la petite commune d'Upaix : « *Nous avons de plus en plus de difficulté à comprendre ce que veut l'État !* », allant jusqu'à évoquer à mots couverts le mépris dont il se sent l'objet, « *et mes administrés à travers moi* ».

Au maire, selon lui, souvent pas reconnu et pas entendu, un écho contraire a résonné. Celui du maire d'Orpierre, Gilles Crémillieux, qui n'a « *qu'à se féliciter des relations avec les services de l'État, à l'écoute* ». Un équilibre probablement à conforter, d'autant que l'élu orpierois a décrit « *une forme d'insularité qui oblige à une solidarité. Qui doit prendre en compte le nord et le sud haut-alpins, comme à l'italienne !* »



Jean-Michel Arnaud a lancé un mot d'ordre à ses pairs : « *Ne signez pas vos nouveaux contrats énergie !* » faisant référence aux augmentations des prix de l'énergie jamais vues.

Jean-Michel Arnaud ne dira pas autre chose quelques interventions plus tard, en appelant « *à œuvrer ensemble pour faire avancer le département* ». N'hésitant pas à réclamer « *un préfet plus fort qu'il n'est aujourd'hui [dans sa fonction de représentant de l'État] dans un département comme le nôtre* ». Le président de l'AMF 05 a ensuite cité un préfet qui déclarait au milieu du XIX^e siècle : « *il n'est pas besoin d'étudier longtemps le département des Hautes-Alpes pour se convaincre qu'aucun autre ne peut moins se passer du concours du Gouvernement* ».

A minima, l'auditoire aura compris que les communes et communautés de communes et d'agglomération d'un côté, l'État de l'autre, ne sont pas prêts de se lâcher la main. ■

Maurice Fortoul

Internet œuvre dans l'agriculture haut-alpine

Les paysans, devenus agriculteurs, ont connu des (r)évolutions successives : poussant la charrue de leurs seuls bras, ils ont recouru au cheval puis après deuxième Guerre mondiale a vu survenir les tracteurs. Désormais, c'est un épisode nouveau qui surgit avec l'intelligence artificielle. Sous la forme de la numérisation pour être précis. C'est ainsi que les satellites virevoltant dans les très hautes altitudes appro-



Éric Lions, président de la chambre d'agriculture, Clémence Mondon, de la direction des relations avec les collectivités locales chez Orange, et Léa Vanderschaegh, directrice de la communication chez Nordnet ont signé cette convention.

visionnent en données les fermes sous forme de très haut débit ! Internet et téléphonie mobile investissent les exploitations agricoles, à tel point qu'une convention entre la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes a noué un partenariat avec Orange, opérateur historique des télécoms, et Nordnet, sa filiale pour la fourniture d'accès à Internet par satellite.

Une convention a été signée le 7 octobre dernier sur le stand consulaire présent au salon des maires et des présidents de communautés.

Stylo en main, Éric Lions, président de la chambre d'agriculture était aux côtés de Clémence Mondon, de la direction des relations avec les collectivités locales chez Orange, et Léa Vanderschaegh, directrice de la communication chez Nordnet.

« *Notre objectif commun est d'équiper les exploitations agricoles en très haut débit, de sorte d'entrer de plain-pied dans la sphère de la connectivité* », ont souligné les signataires. L'accès à Internet par satellite pour les fermes à l'écart des routes numériques, isolées souvent même, répond aux besoins de gestion et de développement des exploitations agricoles. « *Nous proposons une expérimentation de trois mois aux candidats avant de s'engager dans la démarche qui participe à un programme national* », plaident les deux représentantes d'Orange et de Nordnet.

Le Très Haut Débit est également un outil pour accroître l'attractivité des territoires en général. Ce faisant, le monde rural peut connaître un attrait nouveau pour de nouveaux habitants venant densifier la démographie des campagnes. Un milieu rural vivant n'est pas composé que de familles d'agriculteurs en activité, il a besoin d'une population plus importante et plus diversifiée. « *C'est donc une nouvelle ère qui s'ouvre* », assurait Éric Lions.



En juillet dernier, les agriculteurs avaient exprimé leur inquiétude face au manque d'eau qui était annoncé, pointant du doigt le Canal de Gap.